

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 12/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PAPETERIES DES VOSGES**

34 rue Maurice Mougeot  
BP 26  
88600 Laval-Sur-Vologne

Références : S-25-107RP  
Code AIOT : 0006206235

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement PAPETERIES DES VOSGES implanté 34 rue Maurice Mougeot BP 26 88600 Laval-sur-Vologne. L'inspection a été annoncée le 02/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPETERIES DES VOSGES
- 34 rue Maurice Mougeot BP 26 88600 Laval-sur-Vologne
- Code AIOT : 0006206235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Papeteries des Vosges (PDV) est implantée sur la commune de Laval-sur-Vologne, Vosges, et est spécialisée dans la fabrication de papiers bas grammage à partir de pâte à papier.

La société est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral n°630/2020/DREAL/UD88 du 26 octobre 2020 modifié.

Le contrôle est basé sur le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tri à la source	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2	Sans objet
2	Priorité des modes de traitement des déchets	Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1	Sans objet
3	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45-I	Sans objet
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de non-conformité relative au tri et traitement des déchets du site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Tri à la source

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tri à la source
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets de construction et de démolition met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée des déchets, notamment pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société PDV réalise un tri à la source de ses déchets. Elle collecte dans des bennes dédiées les flux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• papier, carton et plastique : les plastiques sont mis en sac dans la benne dédiée au papier, carton. C'est une demande de la société de regroupement, ça lui permet de trier les plastiques facilement présents dans la benne.</li> <li>• les métaux,</li> <li>• les déchets industriels valorisables : déchets ménagers, emballage</li> </ul> <p>Il n'y a pas de production de déchet de verre sur le site.</p> <p>Pour les déchets de construction, ceux-ci sont gérés lors de chantiers sur l'usine.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Priorité des modes de traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, traitement des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1.</p> <p>L'ordre de priorité du mode de traitement peut notamment être modifié pour certains types de déchets si cela est prévu par un plan institué en application des articles L. 541-11-1, L. 541-13, L. 541-14 ou L. 541-14-1 couvrant le territoire où le déchet est produit.</p> <p>Cet ordre de priorité peut également être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques.</p> <p>La personne qui produit ou détient les déchets tient alors à la disposition de l'autorité compétente les justifications nécessaires.</p> <p>II.-Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La benne de papier/carton et sac plastique et la benne de déchets valorisables sont reprises par suez pour être triées, regroupées sur le site de Razimont à Epinal en vue de leur valorisation. Pour l'année 2024, c'est environ 725 tonnes de déchets de papier/cartons</p> <p>Les boues partent en filière de méthanisation. En ce moment, elles vont sur une installation du côté de Ludres. A terme, elles doivent être envoyées dans le centre de méthanisation d'Anglemont chez Thiebaut Energie. Pour l'année 2024, c'est environ 1200 tonnes.</p> <p>Le bois est repris par TranspromoBois, pour une valorisation énergétique chez NSG à Golbey</p> <p>Les déchets dangereux sont repris par diverses sociétés spécialisées. Pour l'année 2024, c'est environ 76 tonnes</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Traçabilité des déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets Dangereux – Trackdéchets (TD)
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...)</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant dispose bien d'un compte sur TrackDéchets et saisit bien les données d'enlèvement des déchets sur la base de données.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets – Registre chronologique
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition du déchet ;</li></ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la dénomination usuelle du déchet</li><li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets</li><li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3</li></ul> <p>c) Origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'adresse de l'établissement ;</li><li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet,</li></ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme</li></ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation</li></ul>

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement

(...)

**Constats :**

L'exploitant tient à jour un registre informatique qui reprend l'ensemble des éléments sollicités ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite